Christian Delacroix

Demande sociale et histoire du temps présent : une normalisation épistémologique ? (2004)

Résumé :

Comme toute discipline émergente, l'histoire du temps présent a dû développer une stratégie discursive de légitimation pour s'imposer. Elle a ainsi, en particulier, intégré au cœur de son argumentaire le rapport nécessaire qu'elle entretient avec la demande sociale. L'histoire du temps présent tout en revendiquant de répondre à la demande sociale a dans le même temps tenté d'échapper aux conséquences indésirables de cette revendication qui l'exposait à une fragilisation de sa légitimité scientifique. L'évolution de son argumentaire vers la réaffirmation du thème classique de la primauté de la fonction de connaissance de l'histoire et son éloignement des formes les plus instrumentalisées de la demande sociale balisent un processus de normalisation épistémologique qui est aussi un processus d'institutionnalisation. C'est en particulier au travers des positions exprimées par François Bédarida que ce processus est ici retracé à grands traits.

Parmi les fameux (et ambigus) "retours" historiographiques annoncés dans les années 1980 ("retours" de l'événement, du ,politique, de la biographie, de l'acteur, du national) il faudrait sans doute y ajouter celui de la "fonction sociale" de l'histoire (**1**), une thématique plutôt délaissée durant la phase à dominante objectiviste, voire scientiste, de l'historiographie française des années 1950-1970. La "gestion" de la contradiction entre la fonction de connaissance de l'histoire et sa fonction sociale est récurrente dans la réflexion historienne sur la discipline ; le vieux et "noble rêve" d'objectivité des historiens a toujours constitué l'enjeu principal de cette « gestion ». René Rémond – référence tutélaire pour les partisans de l'histoire du temps présent – rappelle cette contradiction entre les obligations de l'historien de répondre à la

demande d'histoire pressante venant de la collectivité (en particulier pour "aider à définir l'identité, nationale ou régionale") et la mission des historiens "d'établir la vérité" : "Comment concilier deux ordres d'exigences aussi contradictoires ?", écrit-il dans un texte publié en 1988 (**2**). Le thème des "usages politiques de l'histoire" ressortit à cette problématique de la fonction sociale ou de la demande sociale de l'histoire (on trouve aussi, dans les textes qui abordent ce sujet, les expressions : besoin social, utilité sociale, usages sociaux, sollicitation sociale, rôle social). C'est dans cette perspective que je proposerai ici quelques éléments d'analyse du traitement de ce thème de la demande/fonction sociale par les historiens se réclamant de l'histoire du temps présent (ceux de ce que j'appellerai, pour faire vite, la "mouvance IHTP"), pour mieux en comprendre les enjeux pour la pratique historienne.

Les contraintes de la légitimation disciplinaire

La question de la légitimation de l'histoire du temps présent a très tôt mobilisé les défenseurs de l'histoire du passé proche (**3**) qui participeront en 1978 à la création de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP). Parmi ces derniers, j'accorderai une place privilégiée à François Bédarida (**4**), non seulement parce qu'il a été le premier directeur de l'IHTP, mais surtout parce qu'il est un de ceux qui sont le plus régulièrement intervenus dans le débat épistémologique concernant l'histoire du temps présent. Un argumentaire de légitimation s'est assez vite stabilisé autour d'une figure rhétorique, celle du "retournement" des objections classiquement adressées à ce type d'histoire : "l'absence de recul" favoriserait une vigilance renforcée à l'égard de l'ancrage existentiel du sujet historien, le manque d'archives est neutralisé par l'abondance des autres sources, l'ignorance du lendemain se transforme en condition facilitante de "défatalisation de l'histoire". On peut aisément repérer la permanence de ce noyau dur de cette ligne argumentative – qui est aussi un élément clé d'un "légendaire de légitimation", pour reprendre une expression qu'Antoine Prost applique aux *Annales* – tout au long de ses reformulations. Après une phase de

"justification" et de réponses face à ces objections (phase de "lutte pour la légitimation"), qui dure une petite décennie (grossièrement les années 1980), les historiens engagés dans cette défense estiment unanimement que la partie est "gagnée" et que – presque – plus personne ne met en doute la légitimité de l'histoire du temps présent. C'est ainsi, par exemple, que René Rémond, lors de la journée d'étude de l'IHTP du quatorze mai 1992, "en hommage à François Bédarida", déclare : "Je ne reviens pas sur les raisons qui légitiment notre histoire du temps présent. La bataille est gagnée…" (**5**).

Reste un thème de cet argumentaire qui résiste à ce "retournement", c'est celui de la "demande sociale", de la réponse qu'apporterait (que devrait nécessairement apporter) l'histoire du temps présent à cette demande sociale. Pour preuve de cette "résistance", je citerai les positions récentes de Gérard Noiriel en faveur de ce qu'il appelle "une autre histoire du temps présent" (**6**). Le principal argument de Noiriel contre l'histoire pratiquée par l'IHTP a précisément trait "aux rapports contradictoires que l'histoire du temps présent entretient avec la demande sociale" et à la question qui lui est liée, celle de l'expertise en histoire. Noiriel note que "l'idée que l'historien est avant tout un expert ou un juge tend à se répandre" et qu'"une partie des historiens du temps présent s'emploie d'ailleurs à conforter cette image" ; il dénonce "l'importance extrême qu'a prise la logique d'expertise" qui "tend à faire de l'historien une sorte de juge suprême distribuant les bons et les mauvais points […]" et il parle à ce propos de "dérive" et de "sentiment de malaise"(**7**). François Bédarida et Henry Rousso ont répondu à ces critiques(**8**). Mais il faut rappeler que Bédarida avait très tôt exprimé ses doutes et ses mises en garde sur ce thème de la demande sociale. Dès les premières séances du séminaire (**9**) qu'il tient au début des années 1980, il s'interroge à propos de ce qu'il nomme le "challenge que constitue cette demande sociale" : "Face à la demande sociale, quelle est la liberté de l'historien ? Ne risque-t-il pas d'aliéner sa liberté […]" ou encore "Comment affirmer l'indépendance de l'historien tout en répondant à la demande sociale ?" (**10**). On retrouve donc la contradiction déjà signalée. Le thème de la demande sociale est tout

de suite au centre de l'entreprise de légitimation de l'histoire du temps présent. La notion – c'est un point souvent signalé – est à spectre large, plastique voire floue, une "réalité complexe et insaisissable" écrit Rousso. Dans les textes de Bédarida, elle peut désigner aussi bien la conscience historique (au sens où l'historien façonnerait la conscience historique de son temps), la classique demande d'État (type commémoration), les sollicitations des médias ou les demandes privées, qu'elles émanent d'individus ou d'entreprises. La montée en puissance dans l'historiographie française de la thématique mémorielle à partir de la fin des années 1970 élargit encore le champ des acceptions de la notion, les demandes mémorielles (celles des victimes surtout) constituant un autre aspect de la demande sociale. Le thème des rapports entre histoire et conscience historique (qui est également développé par Pierre Nora), que Bédarida annonce comme axe de réflexion dès la première séance de son séminaire en 1980, est sans doute le plus ambitieux et le plus difficile à argumenter, trop proche sans doute, pour beaucoup d'historiens, d'une démarche attribuée aux philosophies de l'histoire.

En 1982-1983, le séminaire de Bédarida est consacré à "l'histoire du temps présent et ses usages : recherche fondamentale et histoire appliquée". Or c'est précisément le potentiel d'instrumentalisation et de subjectivisme de ce thème qui menace de fragiliser la légitimité scientifique de l'histoire du temps présent. Je ferai l'hypothèse d'une inflexion significative (qui n'est certes pas un revirement !) dans les positions de Bédarida dans le sens d'une mise à distance croissante de la pression de la demande sociale – de sa "sacralisation" comme il le dit lui-même – qui le conduit à soutenir – en 1998 – que "bien avant d'être la réplique à une attente du public" l'histoire "répond d'abord et avant tout à une nécessité de la connaissance" (**11**). Dans le même sens, Rousso, de son côté, met en garde contre "l'instrumentalisation de l'expertise" et réaffirme avec force le devoir de vérité de l'historien qui répond à une demande sociale, "n'en déplaise à celui qui a sollicité la recherche" ; ses positions contre la "judiciarisation du passé" et "l'histoire judiciaire" renforcent encore ce repli épistémologique sur le "devoir de vérité" (**12**). Mais n'y a-t-il pas plus

qu'une inflexion entre l'affirmation de Bédarida selon laquelle l'historien façonne la conscience historique de ses concitoyens et le refus par Rousso du "rôle d'historiens thaumaturges capables de soigner une crise d'identité ou de légitimité, individuelle, sociale ou nationale" (**13**) ? Il y a là – dans tous les cas – un espace d'indécision qui signale une difficulté – une aporie ? – épistémologique. Cette inflexion est également sensible par rapport aux espoirs placés dans "l'histoire appliquée" au début des années 1980. Elle traduit bien sûr les convictions méthodologiques et déontologiques des auteurs, mais elle est aussi une contrainte de légitimation disciplinaire et un aspect de la "normalisation" de l'histoire du temps présent. La visée d'objectivité étant une valeur clé de la "culture du métier" dominante chez les historiens français, elle s'impose aux défenseurs de l'histoire du temps présent dans leur travail de justification. Sur cette question Bédarida doit en outre concilier ses positions subjectivistes et présentistes, dans la lignée des thèses de Raymond Aron, de R. G. Collingwood et d'Henri-Irénée Marrou, avec la revendication d'objectivité et de vérité qui revient en force dans la réflexion historienne des années 1980, en particulier face aux falsifications négationnistes. C'est ainsi qu'il reconnaît avoir évolué sur cette question et que "sous la pression de l'histoire et de l'événement", il est amené à "réévaluer en hausse le concept d'objectivité" et de faire du principe de vérité une des règles intangibles du métier d'historien, un "mythe régulateur" nécessaire précise-t-il (**14**). De la même façon, si la position de Bédarida concernant le rapport de l'historien à l'archive et au "fait historique" se tient dans un espace théorique entre dénonciation anti-positiviste du culte de l'archive et du fait et rappel du droit de veto des sources (citant Reinhart Koselleck) et du principe d'objectivité, l'inflexion vers une réhabilitation du rapport à ce qui tient lieu de réel, les sources, est nette dans ses textes. Ces évolutions ne sont pas forcément à interpréter comme des accommodements en fonction des situations et de "la cause du moment" (c'est le point de vue développé par Olivier Dumoulin (**15**)) ; n'est-ce pas aussi le propre du travail de l'historien de se tenir sans cesse dans la tension entre sujet (de la connaissance) et objet (entre subjectivisme et objectivisme) ? Il reste que cette

indétermination épistémologique laisse le champ à des critères d'évaluation du travail de l'historien qui ne relèvent pas strictement de la méthodologie ou de l'épistémologie. Le challenge épistémologique le plus difficile (et qui leur est spécifique) pour les historiens de la "mouvance IHTP" reste donc de justifier leur revendication de la nécessité de répondre à la demande sociale et la thèse selon laquelle "la démarche de l'historien est dans la dépendance directe de la demande sociale(**16**)". Leur principal argument de légitimation de l'histoire du temps présent est en effet qu'elle répond à une "nouvelle demande sociale" d'histoire au tournant des années 1970 et plus largement qu'elle est le "produit" d'un nouveau contexte. Radicalisée, cette thèse, souvent rappelée par Bédarida, et cette démarche d'auto-historisation peuvent tout aussi bien être interprétées comme une "stratégie d'immunisation" contre tout doute portée sur la légitimité du nouveau domaine historiographique et elle ressortit paradoxalement (eu égard à la tradition théorique existentialiste et phénoménologique dont se réclame Bédarida) à une pensée historiciste (l'histoire du temps présent comme nécessité historique). L'affirmation de l'histoire du temps présent est ainsi rapportée à un contexte externe (intellectuel, social, économique, politique) et participerait de ce que Bédarida appelle un "tournant épistémologique" pour la discipline dans les années 1970 : "Bref, à partir du milieu des années 1970, l'on a enregistré, à propos du savoir historique, un tournant épistémologique, l'histoire se redéfinissant par rapport à la société, à ses besoins, dans un contexte marqué tout à la fois par la crise de la philosophie du progrès, le reflux du militantisme et la récession économique(**17**)". Cette démarche contextualisante de mise en relation causale entre macro-contexte et évolutions intellectuelles n'est pas propre à Bédarida ; on la retrouve notamment chez Pierre Nora qui explique les évolutions historiographiques en France à partir des années 1970 (ce qu'il nomme l'entrée de l'historiographie dans son "âge épistémologique" ou encore "discontinuité historiographique") en les mettant en relation avec les évolutions socio-politiques. Patrick Garcia parle justement à propos de ces analyses de Nora de "circularité" : "l'évolution de la société française coïncide avec une

mutation de l’historiographie, l’une comme l’autre ‘appellent’ une nouvelle façon d’écrire l’histoire de France, cette histoire nouvelle correspond à la nouvelle conscience que les Français ont de la France et s’avère nécessaire pour continuer de penser ce qui ‘nous’ unit. Le raisonnement est infalsifiable […](**18**)”. Bédarida, dans ses analyses de contexte du “retournement épistémologique” de la fin des années 1970 qui voit “la réintégration du présent dans le territoire de l’historien(**19**)”, associe également les facteurs conjoncturels qui relèvent de l’économique, du politique et du social (comme la fin de l’ère de la croissance) et les évolutions intellectuelles et historiographiques comme le reflux des philosophies du progrès et des utopies totalisantes, le tournant culturel de Mai 68, le retour en force de l’événement et du sujet ou encore la quête généralisée d’identité. Il diagnostique en outre, partie prenante de ce tournant épistémologique pour l’histoire, une mutation du rapport au temps, “un rapport différent au temps à l’intérieur du couple objet/passé – historien/présent” (**20**), qu’il décrit encore comme “une relation tout à fait nouvelle entre passé, présent et avenir”(**21**). Il retrouve là aussi des propositions proches de celles de Nora – à partir des travaux de Koselleck et de Ricœur – sur le nouvel agencement entre un “futur sans avenir”, imprévisible, un passé “retourné à son opacité” et le “présent devenu la catégorie de notre compréhension de nous-mêmes” (**22**). Bédarida porte pourtant sur ces positions de Nora un regard critique en avançant que cette histoire (celle des *Lieux de mémoire*) “n’est guère porteuse d’avenir. […]. D’autre part la polarisation sur l’histoire nationale fait perdre de vue un certain nombre d’autres grands phénomènes – tels […] le stalinisme, le capitalisme, la démocratie…” (**23**). Il rejoint ici la critique de Bernard Lepetit qui, en s’appuyant sur Ricœur, défend l’utilité de la connaissance historique pour nourrir une “morale pour l’action” et pour qui l’histoire au “second degré” de Nora, ne fait qu’établir “une distance critique avec les modalités sociales de la muséification du passé”(**24**). C’est donc à propos du lien entre connaissance et valeurs, entre connaissance et action que peut être établi ce rapprochement entre Bédarida et Lepetit.

Si cette volonté de contextualisation de leur entreprise est constante chez les historiens de l'IHTP, par contre, les contenus de cette contextualisation ne sont pas vraiment stabilisés et ont significativement changé en fonction des ressources d'argumentation successivement mobilisées. Ce qui signale non seulement les difficultés de traiter de manière épistémologiquement recevable (en référence à la tradition disciplinaire) le thème de la fonction/demande sociale, mais aussi la pression sur les argumentaires de justification d'une logique qui est de fait – dans les années 1980 tout au moins – une logique disciplinaire (**25**). Il ne faut certes pas réduire les logiques intellectuelles aux seules contraintes institutionnelles ou disciplinaires, il y a bien, comme l'a souvent souligné Bédarida, des raisons internes à la discipline historique, des raisons proprement intellectuelles, à la montée en puissance de l'histoire du temps présent. Mais toute logique de légitimation disciplinaire instrumentalise, dans sa phase de "lutte pour la reconnaissance", certaines des ressources théoriques qu'elle mobilise qui ne sont pas forcément "prises au sérieux" dans leurs effets de connaissance, c'est-à-dire comme outils cognitifs et qui peuvent être (quasiment) abandonnées par la suite (**26**). Retrouve-t-on ce type d'argumentation légitimante provisoire dans le dernier état de cette justification par le contexte qui est donné par Henry Rousso et qui recourt à la notion de "régime d'historicité" ? La notion est certes importée d'un autre programme de recherches (**27**), mais elle est proche de la thématique de la "conscience historique" et des relations entre passé, présent et avenir qui est très présente dans les analyses de Bédarida. "Si l'histoire du temps présent comme discipline (ou sous-discipline) a été finalement acceptée, et si elle a connu une réelle reconnaissance, universitaire autant que publique, c'est en effet grâce au contexte particulier des deux dernières décennies. […] Plus encore, les sociétés ont connu un profond changement dans leurs modes de relation au passé, leur passé national comme leur passé en général. C'est là un point central […]. Si l'on admet cette hypothèse très générale d'un changement de rapport au passé ou de 'régime d'historicité', il n'y a rien de surprenant à ce qu'il ait aussi concerné l'écriture de l'histoire" écrit Rousso en 2000 (**28**). Avec la notion de

“régime d’historicité”, l’objectivation du projet intellectuel de l’histoire du temps présent et la justification d’un rapport spécifique de cette histoire à la demande sociale sont encore durcies puisque ce projet devient une des manifestations d’un changement “objectif” dans le rapport social au temps. Dans quelle mesure cette notion de “régime d’historicité” peut-elle neutraliser la charge “anti-scientifique” de celle de demande sociale ? Dans quelle mesure peut-elle déterminer un nouveau programme de recherche pour une histoire du temps présent qui revendique de répondre à la demande sociale ? Ne serait-elle pas une de ces notions destinées à durcir la scientificité d’une argumentation, sans grands effets cognitifs (pour la recherche empirique) et à usage surtout “externe” ? Ces questions peuvent paraître relever d’une pensée du soupçon, mais il s’agit plutôt de prendre la mesure des contraintes propres aux logiques d’institutionnalisation disciplinaire et de “sécurisation intellectuelle” auxquelles ne peut échapper une discipline ou un domaine de recherche en phase de légitimation (dans le sens d’une codification des objets, méthodes, notions, équivalente à la “normalisation” scientifique chez Thomas Kuhn). Il est certainement trop tôt pour répondre à ce type de questions, d’abord parce que le programme de recherches empiriques autour de la notion de régime d’historicité n’a pas été assez développé ; B. Lepetit regrettait à ce propos la rareté des enquêtes concernant les “modèles temporels des acteurs passés”. Ensuite, la plasticité de la notion – Jacques Revel parle d’une notion “molle et modelable (**29**)” – peut paradoxalement constituer un obstacle heuristique. Prise dans le sens de rapport social au temps, la notion de régime d’historicité désigne un phénomène objectivable (**30**), tout à fait “détachable” en quelque sorte de l’opération analytique de l’historien, d’où la force potentielle d’une justification épistémologique par cette notion. Dans notre cas, l’histoire du temps présent devient non seulement une conséquence de l’émergence d’une nouvelle culture sociale du temps mais aussi la modalité de la conscience historique adaptée à cette historicité nouvelle. Ce nouveau régime d’historicité, François Hartog le nomme “présentisme” pour signifier que le présent est devenu la catégorie temporelle clé de notre conscience historique, un “présent qui

est à lui-même son propre horizon (**31**)" (on retrouve les positions de Nora déjà évoquées et la marque des travaux de Koselleck et de Ricœur). Il fait aussi remarquer que "l'insistance des premières *Annales* sur l'indispensable souci du présent" prend son sens par rapport à ce nouveau type de rapport au temps. Il y a donc confusion (au sens de mélange) entre l'objectivation d'un rapport social (au temps) lui-même qualifié de présentisme et une posture épistémologique qui privilégie les liens d'intelligibilité entre présent et passé et selon laquelle toute histoire s'écrit au présent, qui est le "vieux" présentisme épistémologique de Marrou ou de Collingwood (pour ne retenir que les références mobilisées par Bédarida). Il s'agirait en quelque sorte d'une illustration du rapport insécable entre l'objet et le sujet, cher aux épistémologies anti-positivistes ! De plus si l'on admet, avec Hartog et Lenclud, le principe : à régime d'historicité différent, « régime historiographique » différent (« les modèles historiographiques […] ne seraient-ils pas les produits de régimes d'historicité spécifiques ? »**(32)),** le lien causal direct entre historicité et écriture de l'histoire ainsi établi fait du présentisme épistémologique le « produit » du nouveau régime d'historicité et, plus généralement, fait de l'histoire l'expression de la conscience historique d'une époque (dans la mesure où conscience historique et régime d'historicité sont approximativement mis en équivalence). Ce qui est un retour plutôt rude à l'historisme ! Il n'est donc pas sûr que cette ambiguïté soit opératoire et que les historiens puissent réitérer – comme le suggère Jacques Revel – le type d'usage qu'ils ont pratiqué avec la notion - tout aussi floue - de mentalité et qui s'est avéré très fructueux ! Après tout "mentalité" désignait, au départ tout au moins, un objet, pas une démarche de connaissance ! Encore une fois la preuve par le contexte s'avère donc largement infalsifiable et le recours à l'argument du contexte externe peut être analysé comme un révélateur des apories historiennes concernant la fonction sociale de l'histoire.

Une normalisation épistémologique ?

L'histoire du temps présent et sa position à l'égard de la demande sociale sont d'abord légitimées par l'appel à l'historiographie et à la mémoire disciplinaire : "Le renouvellement des méthodes historiques répond au renouvellement du besoin social. C'est ce que nous apprend l'historiographie", avance Bédarida lors de la première séance de son séminaire consacrée précisément à l'historiographie de l'histoire du temps présent, en novembre 1980. Dans les textes de Bédarida, il y a les convoqués permanents de la démonstration historiographique, ce sont Thucydide, Bloch, Febvre, mais il évoque aussi – entre autres – Polybe, Froissart, Commynes, Machiavel, Guichardin, Voltaire, Hume, Carlyle, Burke, Marx, Lissagaray, Pirenne, Beard, Croce, Braudel, Chesneaux... Une citation légitimante de Lucien Febvre revient fréquemment sous la plume de Bédarida : "organiser le passé en fonction du présent, c'est ce qu'on pourrait nommer la fonction sociale de l'histoire". Comme souvent, le découpage de la citation mérite un examen critique, puisque Febvre poursuivait en notant : "Cet aspect de nos activités, personne non plus ne l'a étudié. On a fait la théorie de l'histoire. On n'a pas fait sa sociologie. Elle ne saurait s'improviser sans doute. […] cette revue serait, je crois, gravement incomplète si on ne profilait pas, derrière la belle ordonnance de nos esquisses méthodologiques, cet aspect, un peu inquiétant peut-être, des activités historiennes observées sans préjugé ni complaisance. Avec toutes les conséquences qui s'ensuivent. Notamment, en ce qui concerne, une fois de plus, ce problème de l'objectivité, que nous n'avons garde de vouloir poser en théoricien, ou en philosophe : mais c'est notre pratique, sans doute, qui le pose de façon nouvelle. Et peut-être imprévue" (**33**). C'est précisément cette "vulnérabilité" (cet aspect un peu inquiétant dit Febvre) au regard de la question de l'objectivité qui est contournée par le découpage de la citation, alors même que la manière dont Febvre aborde cette question de la fonction sociale (imposée par "notre pratique" écrit-il) n'est pas si éloignée de celle de Bédarida pour qui les historiens sont sommés de répondre à la demande sociale. L'autre citation rituelle de légitimation est la phrase (reprise bien en dehors de la "mouvance IHTP") de Benedetto Croce : "Toute histoire est contemporaine" (**34**). Or cette phrase ne fait

sens que rapportée aux positions subjectivistes radicales du présentisme de Croce qui autorisent un relativisme tout aussi radical. *L'étrange défaite* de Marc Bloch et la dialectique présent/passé, thématisée par Bloch et Febvre sont deux autres passages obligés de ce recours à la tradition disciplinaire, avec, logiquement, l'accent mis sur la relation d'intelligibilité entre présent et passé. Cet appui sur l'histoire de la discipline est sans conteste un des points forts du travail de justification développé par Bédarida (**34**) ; ce dernier insère ainsi l'histoire du temps présent et son souci de répondre aux besoins du présent dans la continuité d'une tradition disciplinaire légitime pour une majorité d'historiens français (en s'autorisant, en particulier, de la trilogie Bloch, Febvre et Braudel). Mais il s'engage du même coup à l'examen des obstacles épistémologiques signalés de manière récurrente par les historiens retenus pour illustrer cette tradition et aux conséquences relativistes indésirables (indésirables au regard de la tradition objectiviste dominante de l'histoire en France) du présentisme. Et ces obstacles épistémologiques ont principalement trait à la question de la fonction sociale de l'histoire.

Pour Bédarida, l'histoire de la discipline sert aussi à développer une argumentation de nature épistémologique à partir de la modélisation de deux attitudes extrêmes dont il entend se démarquer : l'histoire moralisatrice, maîtresse de vie et l'histoire "art pour l'art", de pure curiosité, sans lien aucun avec l'utilité sociale (**36**). C'est dans l'entre-deux ou mieux le dépassement de ces extrêmes que Bédarida veut installer l'histoire du temps présent. La figure du dépassement d'antagonismes jugés non pertinents et souvent construits pour les besoins de la démonstration est un classique de la rhétorique de justification en sciences sociales. C'est ainsi que pour Bédarida l'histoire "désintéressée" est celle de "l'école positiviste", une position qui demanderait pour le moins à être nuancée (Bédarida en convient d'ailleurs dans une note d'un texte de 1998 (**37**)) ! "Tout compte fait, disons le sans ambages, ni la conception moralisatrice et sermonnante ni la stricte doctrine positiviste ne sont tenables en soi, *a fortiori* quand on les pousse à l'extrême. […] Il faut donc à tout prix sortir de l'aporie" écrit-il. Et c'est à partir des notions de compréhension (en se

réclamant de la démarche herméneutique) et d'historisation que Bédarida propose une voie de sortie proprement épistémologique de cette aporie (**38**). Avec ces ressources d'argumentation de la tradition herméneutique, c'est la question du jugement (moral, éthique) que Bédarida entend réintégrer dans le débat épistémologique historien, même s'il a conscience qu'entrer "dans le domaine des valeurs" ne va pas sans problème pour l'historien (**39**). Là encore les contraintes de la mémoire disciplinaire pèsent sur l'analyse : la rituelle convocation du "comprendre ou juger" de Bloch, qui condamne la "manie de juger", est, par exemple, inévitable. Bédarida se retrouve donc de nouveau dans la situation de devoir dépasser un dualisme traditionnel de la réflexion épistémologique historienne, sans sacrifier la dimension éthique de l'histoire à laquelle il tient tout particulièrement. La gestion théorique de cette contradiction devient certainement plus difficile à partir du moment où certains historiens de l'IHTP acceptent de témoigner en justice (pour la première fois lors de l'affaire Touvier). Le jugement n'est alors plus seulement moral mais judiciaire, on quitte la dialectique de l'argumentation épistémologique pour la matérialité d'un prétoire ! Rousso pour sa part développera une argumentation de nature épistémologique et déontologique pour justifier son refus de témoigner au procès Papon en mettant en garde les historiens contre la confusion entre logique historienne de connaissance et logique judiciaire (**40**). La ligne d'argumentation de Bédarida face à ce type de contradiction est cependant constante : il faut répondre à la demande sociale, l'historien ne peut pas rester moralement neutre ou indifférent, il a "une charge, voire une mission, qui est la construction de la conscience historique […]" (**41**), mais il lui faut "respecter scrupuleusement les règles du métier". La sortie de l'aporie évoquée par Bédarida, c'est donc le respect de ces fameuses règles du métier. Ces dernières procèdent de ce que Bédarida appelle le principe de réalité (contre les tenants du *linguistic turn*) et le principe de vérité : "À l'opposé des thèses post-modernistes, l'ancre de salut, on le voit, consiste à amarrer le navire historien à deux paradigmes fermes et infrangibles : le *principe de réalité* et le *principe d'objectivité*" (**42**). Mais des principes épistémologiques aussi généraux peuvent-ils

fonder une évaluation scientifique des productions historiques et permettre de préférer telle interprétation à telle autre ? La méthode critique élaborée par des générations d'historiens est bien sûr une exigence minimum pour toute reconnaissance scientifique par les pairs, Bédarida le rappelle avec beaucoup de fermeté lors du procès Touvier : "[…] ce que nous affirmons est le fruit d'un travail d'élaboration à partir des documents, avec des méthodes éprouvées telle la méthode critique. Le travail des historiens est lui-même soumis au contrôle d'autres historiens […]. C'est pourquoi ma déposition, je le sais, recueillera l'assentiment général du monde des historiens" (**43**). Cette déclaration signifie donc que l'ultime argument de scientificité d'un travail historique est l'assentiment des pairs. Mais si l'on excepte les falsificateurs du type négationnistes, après tout, tous les producteurs d'histoire (professionnels ou pas) se réclament des principes de vérité ou d'objectivité ! Il faut des critères méthodologiques plus robustes pour que cette fonction de démarcation puisse opérer. Bédarida évoque d'ailleurs de son côté des critères comme "le respect de l'archive, l'observation des critères de scientificité, la mise en intelligibilité par rapport au contexte" (**44**). Il reste que le respect des "règles du métier" ne suffit peut-être pas pour ne pas rendre indécidable (ou à tout le moins incertaine) la hiérarchie – en termes de scientificité – des interprétations historiques. Une place est laissée à l'intervention d'autres critères de validation des interprétations, et en particulier des critères axiologiques (ce que Rousso appelle sans fard, à propos de "l'affaire Aubrac", des "parti pris idéologiques") et des critères qui relèvent des logiques institutionnelles. Olivier Dumoulin, avec "l'affaire Bartosek" (**45**), fournit un exemple de ce fonctionnement qui ne peut pas se prévaloir d'un avantage épistémologique décisif. Bédarida et Rousso font partie du groupe d'historiens qui délivrent à Bartosek une "attestation professionnelle de valeur", son "brevet d'historien" respectant les règles du métier, et qui du même coup donnent un coup d'arrêt au débat proprement historien. Dumoulin veut ainsi démontrer que les arguments épistémologiques et de méthode (sur la position de l'historien face à l'archive) sont instrumentalisés en fonction des situations de débat par ceux qui les

utilisent. Le recours, dans cette “affaire”, à la validation scientifique par les pairs serait d’ailleurs lui-même à contextualiser. Subordonner la question de la vérité ou de l’objectivité au consensus de la “communauté des historiens” (une position pragmatiste par ailleurs revendiquée par Noiriel) ne va pas sans conséquences indésirables, dont celle d’accepter une variante du relativisme, par ailleurs constamment dénoncé par Bédarida. En outre, cet argument minimise les effets de fragmentation de ladite communauté par la répétition des polémiques du type “Bartosek” ou “Aubrac” (un point discuté en privé mais peu analysé publiquement…).

La justification proprement épistémologique de la “dépendance” de l’histoire vis-à-vis de la demande sociale, que développe en particulier Bédarida, s’avère donc de portée limitée ; elle consiste à élaborer des solutions “dialectiques” qui tentent de dépasser les dualismes de type juger/comprendre, fonction sociale/fonction de connaissance, jugements de fait/jugements de valeur. Ces solutions peuvent s’avérer consensuelles, mais elles sont aussi d’un pouvoir de discrimination faible à l’intérieur de la communauté. Elles sont certes suffisantes pour se démarquer des impostures, des falsifications, voire des prétentions scientifiques d’extérieurs à la communauté historienne (**46**), mais il reste que dans les cas de débats ou de polémiques du type “affaire Bartosek”, qui se passent entre pairs, l’argumentation épistémologique et méthodologique proprement dite est comme “neutralisée” et n’explique aucunement les prises de position. Les positions épistémologiques ne peuvent être pleinement opératoires qu’associées à des prises de position sur les valeurs, ce qui est d’ailleurs dans la logique de la démarche de Bédarida qui se réclame en particulier des valeurs de l’humanisme. Or c’est précisément la séparation nette entre jugements de fait et jugements de valeur qui fonde classiquement la prétention à l’objectivité de l’histoire. De ce point de vue, et pour adopter une interprétation “charitable” (c’est-à-dire qui cherche à se tenir au plus près des justifications de l’acteur), le travail d’argumentation de Bédarida ne cherche pas à nier les tensions épistémologiques constitutives du travail de l’historien et il a fortement contribué à réintroduire dans la réflexion des

historiens la question de la place du jugement moral en histoire. Ce thème n'est évidemment pas source de consensus, sauf à réduire cette dimension éthique au devoir de vérité (c'est la position de Rousso par exemple), ce qui est une autre façon de "dépolitiser" la question. Il reste que ce type d'intervention ne laisse qu'une place restreinte à l'historicisation des positions épistémologiques des historiens eux-mêmes. Historicisation est entendue ici surtout comme inscription dans un lieu social, pour reprendre une proposition Michel de Certeau et dans le même sens que Febvre quand il remarquait qu'on n'avait pas fait jusqu'alors la sociologie de la discipline (**47**). Et cela, alors même que Bédarida revendique une démarche d'historisation dans ses analyses sur la Shoah et sur la Résistance (**48**) et une démarche contextualiste pour justifier la montée en puissance de l'histoire du temps présent. Mais le recours à l'historiographie n'est pas automatiquement synonyme d'historicisation (ou d'historisation) s'il aboutit à autonomiser les argumentaires épistémologiques et à les couper des situations et des lieux d'énonciation, ce qui est proprement les "désociologiser" et les dépolitiser. Le traitement épistémologique, par Bédarida, de la question des valeurs, en la déconnectant de toute "sociologie" du métier (la relation est, par contre, faite par Febvre), irait dans le même sens et en particulier dans celui d'un contournement des questions de pouvoir et de positionnement institutionnel dans les débats intellectuels. Le traitement épistémologique, par Bédarida, de la question des valeurs, en la déconnectant de toute « sociologie » du métier (la relation est faite par contre par Febvre) et des contraintes propres aux positions institutionnelles, irait dans le même sens. De ce point de vue, l'histoire des polémiques récentes en histoire contemporaine - en France - reste largement à faire.

Les interventions de Michael Pollak dans le séminaire de Bédarida sont moins dépendantes des contraintes de légitimation vis-à-vis de la communauté historienne et, de ce fait, elles se démarquent de cette démarche tendanciellement "désociologisante". Pollak intervient en particulier en 1983 sur la question de la demande sociale (**49**), à un moment où "l'histoire appliquée" (la *public ou applied history* anglo-saxonne) est

présentée par l'IHTP comme un modèle qui constitue un "courant de renouvellement de la discipline"(**50**). Les questions que Pollak pose sont précisément celles d'un sociologue : la sollicitation sociale à l'égard de l'histoire va-t-elle créer des situations de conflits potentiels au sein de la profession sous forme de conflits de génération ? L'histoire sous les effets de la demande sociale va-t-elle être exposée à autant de déchirements que la sociologie des années 1960-1970 ? L'histoire réussira-t-elle son implantation sociale ailleurs que dans l'enseignement et la recherche ? Il note que le contrôle disciplinaire reste, en France, très fort en histoire ; celle-ci a gardé sa position de force institutionnelle et les historiens "maintiennent une conscience très forte de leur identité et de la spécificité de leur métier" (**51**). Il fait remarquer en outre qu'en France le mouvement de la *public history* n'a pas eu le même impact qu'aux États-Unis, même s'il a "tout de même exercé une action diffuse". Il cite en particulier la participation des historiens à la commission Touvier comme "excellente illustration de l'harmonie pouvant exister entre une démarche historique pleinement scientifique et la demande sociale". Cette vision optimiste – comme le rappelle Dumoulin – n'a pas vraiment été confirmée depuis… C'est sans doute pour n'avoir pas pris l'exacte mesure de l'importance du mythe de l'objectivité (au sens de « mythe régulateur » avancé par Bédarida) dans la culture professionnelle des historiens.

Il y a eu en effet, au début de la phase de "lutte pour la reconnaissance", une tentative d'ancrer plus fermement l'histoire du temps présent dans son rapport spécifique à la demande sociale par la promotion de "l'histoire appliquée" considérée comme une "innovation profonde pour le métier d'historien" (**52**). En 1983, G. Wesley Johnson, principal représentant de la *public history* américaine intervient dans le séminaire de Bédarida ; dans une autre séance Bédarida traite des "chances et risques d'une histoire appliquée". Tout en étant attentif à la nouveauté de l'histoire appliquée qu'il qualifie de « féconde », Bédarida, dans cette séance, expose en détail les « objections à surmonter » pour la *public history* ; non seulement les objections déontologiques concernant la liberté de l'historien, mais aussi les objections épistémologiques. Il

retient trois objections principales : le danger de rétrécissement du champ des recherches, le danger de balkanisation de l'histoire et le risque de verser dans la vénération du passé. Il ne s'agit donc pas pour Bédarida d'accueillir les nouveautés de l'histoire appliquée sans esprit critique. À partir de la fin des années 1990, quand il retrace le développement de l'histoire du temps présent, la *public history* n'est pas évoquée ; elle n'est pas devenue une référence qui fait partie de la mémoire disciplinaire de l'histoire du temps présent **(53)**. C'est aussi en 1983 que Rousso écrit avec Félix Torres un article dans la revue *L'histoire* "Quand le business s'intéresse à l'histoire" et en 1984, dans le premier numéro de *Vingtième siècle,* il publie un article intitulé "L'histoire appliquée ou les historiens thaumaturges". Rousso fait d'abord remarquer que "depuis le renouveau historiographique du XIXe siècle, l'utilité de l'histoire anime sans cesse les débats épistémologiques". Selon lui, tout en soulignant son "pragmatisme souvent excessif", la *public history* "est une réaction de nature scientifique contre l'enlisement de la discipline, l'isolement des historiens face aux grands problèmes de l'heure, la 'religion de la connaissance en soi' et la dictature de l'érudition gratuite". Et, tout en multipliant les interrogations sur les limites et les contradictions de cette histoire (sur la notion "d'expertise historique" par exemple) et en insistant sur les conditions particulières de la recherche en France, assez peu favorables à ce type d'histoire (surtout en ce qui concerne la demande privée), Rousso conclut cependant sur le "danger relatif" que représenterait la *public history,* dans une tonalité donc plutôt positive à son endroit. Là encore on peut relever chez lui, dans la décennie suivante, une inflexion très sensible qui déporte l'argumentation vers la priorité sans concession donnée à la recherche de la vérité, contre une trop grande valorisation de la demande sociale. Pour Dumoulin, qui parle du "statut introuvable d'une histoire appliquée" en France (**54**), il y aurait bien émergence d'une nouvelle figure de l'historien "à moitié étouffée sous le poids du prestige universitaire" et d'une "déontologie et d'une épistémologie renouvelées de la discipline"(**55)**. Il me semble pourtant, que le mouvement de "normalisation" épistémologique qu'a connu l'histoire du temps présent et qui a accompagné son

institutionnalisation incite plutôt à ne pas retenir cette hypothèse, même si Rousso, dans un texte récent se dit peu convaincu par l'idée (avancée par Pieter Lagrou) de "banalisation" de l'histoire du temps présent (**56**). Tout le travail d'argumentation épistémologique de Bédarida et de Rousso lui-même, qui aboutit à réaffirmer la primauté de la fonction de connaissance sur la fonction sociale de l'histoire, plaide en faveur de cette normalisation. Le nouveau banc d'épreuve de cette normalisation épistémologique semble être (à partir de "l'affaire Aubrac" en particulier) la question du témoin qui pourrait désormais concentrer les enjeux de la défense de l'histoire du temps présent. "Ère du témoin" (Annette Wieviorka), "retour du témoin" (François Hartog) et "dictature du témoignage" sont peut-être les expressions-repères de la nouvelle frontière épistémologique de l'histoire du temps présent. Là encore, la gestion de la tension entre le travail d'objectivation de l'historien et la charge existentielle et vécue de l'expérience du témoin renvoie à des solutions "dialectiques" qui constituent plus un repérage des limites propres à l'écriture de l'histoire qu'un dépassement de cette tension. Comme l'écrit François Hartog à propos de la proposition de Ricœur de "substituer à l'énigme de la relation de ressemblance (si et comment un récit ressemble à un événement) celle, peut-être moins intraitable, de la relation fiduciaire, constitutive de la crédibilité du témoignage" : "Épistémologiquement, ce déplacement ou ce complément aide à comprendre et à réfléchir. Des questions, naturellement, demeurent." (**57**).

Pourtant normalisation ne signifie pas pour l'histoire du temps présent effacement des spécificités et de son apport propre. Les historiens de l'IHTP ont pleinement participé, et de manière souvent décisive, au développement d'une posture réflexive en histoire (qui tranche avec la tradition historienne de méfiance vis-à-vis de toute "théorie") et à la réaffirmation de la visée de vérité de l'histoire qui cimente le consensus épistémologique de la majorité des historiens français contre le relativisme dit "post-moderne" à partir des années 1980. L'apport propre de cette réflexion des historiens de l'IHTP (et tout particulièrement de Bédarida) est l'insistance sur la dimension éthique du travail de l'historien, qui a à la fois accompagné et renforcé la

vague de remises en cause d'un objectivisme trop strict qui a touché l'historiographie française à la même époque. Sur ce dernier point, la formation intellectuelle de Bédarida et les ressources théoriques qu'il mobilise ont bien sûr été déterminantes. Mais le vieux dualisme science/valeurs a la vie dure et entre la position de Rousso qui rappelle fermement qu'"on n'écrit pas l'histoire avec pour objectif de défendre telle ou telle valeur (**58**)" et celle de Bédarida qui rejette toute idée de neutralité axiologique, n'y aurait-il pas tout l'espace d'indétermination (et donc de liberté) laissé pour écrire l'histoire du temps présent ?

Christian Delacroix

Cet article est paru dans la revue : *EspacesTemps,* n° 84/85/86, 2004, p. 106-120.

Notes :

Une première version de ce texte a été présentée au colloque " Les usages politiques de l'histoire " qui s'est tenu à Paris le 25 et 26 septembre 2003. Je remercie les organisateurs – et particulièrement Danièle Tartakowsky – d'avoir accepté la publication d'une version plus longue de ce texte dans ce numéro d'EspacesTemps.

[1] Admettons cependant que ce thème soit lié aux questions de l'identité et de la mémoire, qui sont souvent retenues pour caractériser ce « temps des retours ». Je ne tenterai pas ici de « définir » la demande sociale (dont les acceptions sont très diverses), ce sont les usages de la notion qui m'intéressent.

[2] René Rémond, "Situation de l'histoire en France", *in* •René Rémond et *al., Etre historien aujourd'hui,* Paris : UNESCO/Éd. Érès, 1988, p. 245.

[3] René Rémond, "L'histoire, science du présent", *Revue de l'enseignement supérieur*, n° 44-45, 1969, p. 90-95. Voir aussi, pour les années 1960 et dans un tout autre registre, par un historien qui ne se réclame pas de l'histoire du temps présent : Alphonse Dupront, "De l'histoire, science humaine du temps présent", *Revue de synthèse,* n° 37-39, janv.-sept. 1965, p. 317-336.

Il faut par ailleurs rappeler que d'autres historiens comme Pierre Nora ou Jean Lacouture, qui n'appartiennent pas à la "mouvance IHTP", dans le même temps, s'engagent également dans la relégitimation de l'histoire récente ; mais la dimension de "lutte pour la reconnaissance institutionnelle" est beaucoup moins présente chez eux. Voir leurs contributions à l'encyclopédie dirigée par •Jacques Le Goff, Roger Chartier et Jacques Revel, *La nouvelle histoire,* Paris : Retz, 1978 ("L'histoire immédiate" pour Jean Lacouture et "Présent" pour Pierre Nora).

[4] Voir en dernier lieu : •François Bédarida, *Histoire, critique et responsabilité,* Bruxelles : Complexe, 2003 (coll. "Histoire du temps présent"). Très utile bibliographie en fin de volume.

[5] •IHTP, *Écrire l'histoire du temps présent,* Paris : CNRS Éditions, 1993.

[6] •Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy,* Paris : Hachette, 1999, p. 10-43 et p. 288.

[7] *Ibid.,* p. 10.

[8] François Bédarida, "Le temps présent et l'historiographie contemporaine", *Vingtième siècle,* n° 69, janvier-mars 2001, p. 154 et Henry Rousso, "L'histoire du temps présent, vingt ans après", *Bulletin de l'IHTP,* n° 75, juin 2000, p. 29.

[9] Les bandes magnétiques des séances du séminaire "de méthode" de François Bédarida sont conservées à l'IHTP (SEM 0001 à SEM 0029), pour les années 1980 à 1985 – avec des lacunes.

[10] François Bédarida, Séminaire de méthode EHESS/IHTP, séance du 15 novembre 1982.

[11] François Bédarida, "L'historien régisseur du temps ? Savoir et responsabilité", *Revue historique*, janvier-mars 1998, p. 22-23.

[12] •Henry Rousso, *La hantise du passé*, Paris : Textuel, p. 84-89.

[13] *Ibid*., p. 84.

[14] François Bédarida, "Temps présent et présence de l'histoire", *in* IHTP, *Écrire l'histoire du temps présent, op. cit.* n. 5, p. 395.

[15] •Olivier Dumoulin, *Le rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*, Paris : Albin Michel, 2003, p. 49-54.

[16] François Bédarida, Intervention au XIXe congrès international des sciences historiques, Oslo, 6-13 août 2000.

[17] François Bédarida, "Le métier d'historien aujourd'hui", *in* René Rémond et *al., Etre historien aujourd'hui, op. cit.* n. 2, p. 287.
[18] Patrick Garcia, " *Les lieux de mémoire* : une poétique de la mémoire ?", *EspacesTemps*, n° 74-75, p. 122-142.
[19] François Bédarida, "Le temps présent et l'historiographie contemporaine", *op. cit.* n. 8, p. 153-154.
[20] *Ibid.,* p. 155.
[21] François Bédarida, "La morale de l'histoire", *in* •Dimitri Nicolaïdis (dir.), *Oublier nos crimes*, Paris : Autrement, 1994, p. 213.
[22] Pierre Nora, "Comment écrire l'histoire de France ?", *Les Lieux de mémoire,* t. III, vol. 1, Paris :Gallimard, 1993, p. 27.
[23] François Bédarida, "La morale de l'histoire", *op. cit.* n. 21, p. 225-226.
[24] Bernard Lepetit, "Le présent de l'histoire", *in* •Bernard Lepetit (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris : Albin Michel, 1995, p. 297-298.
[25] Voir les très stimulantes remarques de Judith Schlanger sur ce point : Judith Schlanger, "Fondation, nouveauté, limites, mémoire", *Communications*, n° 54, 1992, p. 289-299.
[26] Un bon exemple est donné par Pieter Lagrou à propos de l'idée selon laquelle le Seconde Guerre mondiale serait la "matrice" du temps présent. Pieter Lagrou, "De l'actualité du temps présent", *Bulletin de l'IHTP,* n° 75, juin 2000, p. 16-18.
[27] La notion de "régime d'historicité" a été thématisée par François Hartog et Gérard Lenclud, en particulier à partir de l'œuvre de Marshall Sahlins et des travaux sur la sémantique des temps historiques de Reinhart Koselleck et de Paul Ricœur. Pierre Nora (dans les *Lieux de mémoire*) et Bernard Lepetit ont également développé une réflexion sur cette thématique du rapport social au temps. Voir en dernier lieu •François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris : Le Seuil, 2003.
[28] Henry Rousso, "L'histoire du temps présent, vingt ans après", *Bulletin de l'IHTP*, n° 75, 2000, p. 28.
[29] Jacques Revel, "Pratiques du contemporain et régimes d'historicité", *Le genre humain*, "Actualités du contemporain", Paris : Le Seuil, 2000, p. 13-20.
[30] Même si Hartog donne quelques exemples littéraires, les manifestations qui illustrent ce nouveau rapport au temps restent cependant largement à explorer et à décrire. Ce qui pose le problème du type d'objets à analyser (avec les sources correspondantes) pour les constituer en "preuves" d'existence de ce nouveau régime d'historicité. Mais l'objectivation de tels objets est elle-même dans la dépendance de l'historicité du questionnement de l'historien…
[31] François Hartog et Gérard Lenclud, « Régimes d'historicité », *in* Alexandre Dutu et Norbert Dodille (éds.), *L'état des lieux en sciences sociales*, Paris : L'Harmattan, 1993, p. 26.
[32] François Hartog, "Temps et histoire. 'Comment écrire l'histoire de France'", *Annales HSS,* novembre-décembre 1995, p. 1219-1236.
[33] Lucien Febvre, "Vers une autre histoire", •*Combats pour l'histoire*, Paris : réédit. Agora/Pocket, 1992, p. 438.
[34] "Le besoin pratique, qui est à la source de tout jugement historique, confère à toute histoire le caractère 'd'histoire contemporaine' […]", Benedetto Croce, *L'histoire comme pensée et comme action*, Genève, Droz, 1968, p. 38.
[35] Cette légitimation par l'historiographie est aussi développée par Jean-François Soulet et Benoît Verhægen, défenseurs de "l'histoire immédiate" : •Jean-François Soulet, *L'histoire immédiate*, Paris : PUF, 1994 et •Benoît Verhægen, *Introduction à l'histoire immédiate*, Paris : Éditions Duculot, 1974.
[36] Entre autres exemples : François Bédarida, séminaires du 24 novembre1981 et du 15 novembre 1982.
[37] *Ibid.,* p. 7, n.6.
[38] François Bédarida, "L'historien régisseur du temps ?", *op. cit.* n. 11, p. 15-19.
[39] François Bédarida, "Praxis historienne et responsabilité", *Diogène*, n° 168, 1994, p. 7-8.
[40] Henry Rousso, *La hantise du passé*, *op. cit* n. 12 (3ème partie : "Quel tribunal pour l'histoire ?") et Henry Rousso, "Juger la passé ? Justice et histoire en France", *in* •Henry Rousso, *Vichy. L'événement, la mémoire, l'histoire*, Paris : Folio/histoire, 2001, p. 678-710.
[41] François Bédarida, "L'histoire : entre science et mémoire", *in •L'histoire aujourd'hui*, Auxerre : Éditions Sciences Humaines, 1999, p. 337.
[42] François Bédarida, "L'historien régisseur du temps ?", *op. cit.* n. 11, p.12.
[43] François Bédarida, "L'histoire : entre science et mémoire", *op. cit.* n. 40, p. 335-336.
[44] François Bédarida, "L'historien régisseur du temps ?", *op. cit.* n. 11, p. 13.
[45] Olivier Dumoulin, *Le rôle social de l'historien., op. cit.* n. 15, p. 39-55.
[46] Je renvoie, sur ce point, aux réflexions d'Olivier Dumoulin, *ibid.,* p. 52-53.
[47] Lucien Febvre, "Vers une autre histoire", *Combats pour l'histoire*, *op. cit.* n. 32, 1992, p. 438.
[48] François Bédarida, "L'historien régisseur du temps ?", *op.cit.* n. 11, p. 21, note 41. Lors de la séance du séminaire de Bédarida du 28 novembre 1983, un intervenant signale que "l'historien est touché par l'historicisation de son propre travail" mais Bédarida ne répond pas vraiment à cette remarque.
[49] Michael Pollak, "La demande sociale d'histoire", séminaire de François Bédarida du 31 novembre 1983. Cette intervention est en grande partie reprise dans : Michael Pollak, "Historisation des sciences sociales et sollicitation sociale de l'histoire", *Bulletin de l'IHTP*, n° 13, sept. 1983, p. 5-13 et dans : Michael Pollak, "L'historien et ses

concurrents : le tournant épistémologique des années 1960 aux années 1980", *in* IHTP, *Écrire l'histoire du temps présent, op. cit.* n. 5, p. 329-339.

[50] François Bédarida, séminaire du 28 novembre 1983.

[51] Michael Pollak, "L'historien et ses concurrents : le tournant épistémologique des années 1960 aux années 1980", *op. cit.* n. 48, p. 338.

[52] François Bédarida, séminaire du 31 mars 1983.

[53] Voir par exemple parmi les derniers textes publiés : F. Bédarida, « Le temps présent et l'historiographie contemporaine », *op. cit.* et F. Bédarida, « Le statut de l'historien en France », *in* Benoît Pellestrandi (éd.), *La historiografia francesa del siglo XX y su acogida en Espana*, Madrid : Collection de la Casa Velazquez, 2002, p. 425-432.

[54] Olivier Dumoulin, *Le rôle social de l'historien, op. cit.* n. 15, p. 107-146.

[55] *Ibid.,* p. 144.

[56] Henry Rousso, *L'histoire du temps présent, vingt ans après, op. cit.* n. 28, p. 26.

[57] François Hartog, "Le témoin et l'historien", *Gradhiva*, n° 27, 2000, p. 14.

[58] Henry Rousso, *La hantise du passé, op. cit.* n. 12, p. 137.